Immigration : 41 dirigeants européens soutiennent un durcissement des retours, la France absente de la déclaration de Dublin

14/11/2026 à 9h35



Le Royaume-Uni, le Danemark et l’Italie ont publié vendredi 13 novembre une déclaration commune sur l’immigration irrégulière, soutenue par 41 dirigeants au sommet de la Communauté politique européenne (CPE) tenu à Dublin le 12 novembre. La France ne figure pas parmi les responsables cités dans le texte officiel.

Contrôle des frontières, coopération et retours

Les signataires souhaitent réduire durablement l’immigration irrégulière vers et à travers l’Europe. Ils appellent notamment à améliorer les systèmes d’alerte précoce aux

frontières, à coordonner l’action contre les réseaux de passeurs et à mieux échanger les renseignements opérationnels entre États.

La déclaration demande également des **retours et réadmissions plus efficaces** pour les personnes ne disposant pas du droit de séjourner en Europe. Elle insiste sur la coopération avec les pays d’origine et de transit, ainsi que sur le respect du droit international et des conventions de protection.

La France ne figure pas dans la liste des soutiens

Parmi les dirigeants cités figurent ceux du Royaume-Uni, de l’Italie, du Danemark, de l’Allemagne, de la Pologne et de la Suède, ainsi que la présidente de la Commission européenne. Le président français Emmanuel Macron ne figure pas dans l’énumération officielle. **Cette absence ne démontre pas à elle seule une opposition du gouvernement français** : la déclaration ne fournit pas de motif à cette non-participation.

Les signataires prévoient de poursuivre ce travail lors du prochain sommet de la CPE en Suisse.

Source primaire : Gouvernement britannique, déclaration publiée le 13 novembre 2026.

Photographie d’archive : drapeau de l’Union européenne à Bruxelles, Thomas Quine, CC BY 2.0, photo déjà présente dans la médiathèque du site. Elle n’illustre pas une séance du sommet.